

# Appel à la destitution immédiate de Macronescu



**« Les irresponsables ne sont pas des citoyens » : Emmanuel Macron**

En son temps, le poète ayant toujours raison, Francis Lalanne invitait à la destitution d'un homme inapte et dangereux dans l'exercice de la fonction présidentielle. Les propos d'hier démontre l'attachement d'Emmanuel Macron à la division. Mais il le fait au nom d'une supériorité insupportable. Lui aurait raison, il serait le détenteur de la vérité et il serait en droit de discriminer et d'inciter à la discrimination une part de la population. La stratégie de l'homme en surplomb flatte les egos, mais elle incite à l'inhumanité. Du déjà vu.

Ces faits deviennent tellement graves que les supporter devient pour chacun de nous un authentique supplice. Jusqu'où des Français peuvent-ils partager le point de vue selon lequel, au nom de leur supériorité, il aurait le droit de

discriminer d'autres Français ? Il y a de la méchanceté, de la cruauté même, voire du sadisme dans « je vais les emmerder ». Il y a même du jouissif dans cet appel général à la discrimination. La perversité narcissique est à son paroxysme de la maltraitance des populations. Jamais nous ne devons y souscrire. Il y a de la mauvaise foi, en se référant à l'expression pompidolienne, car ce dernier dit l'inverse : « il faut arrêter d'emmerder les Français. »

Cette malhonnêteté est totale quand son entourage en fait une querelle sémantique pour s'abriter sous les termes du Président Pompidou. Les deux phrases clés d'Emmanuel Macron séparent les citoyens soumis et les non-citoyens rebelles. Il a ouvertement affirmé qu'il y avait un droit à déclarer des Français non-citoyens. Il a clairement annoncé un droit d'apartheid et de maltraitance ; mais jusqu'où ?

Comment des Français peuvent-ils rester fascinés (fascisés) par une telle haine d'autrui ? Comment peuvent-ils croire autant de balivernes sur la sécurité vaccinale, tant de propagande et de faux-semblants pour en arriver à souhaiter le mal pour autrui ? Comment les élus, les députés, peuvent-ils ne pas vomir de telles paroles ? Que nous promettent-elles demain pour l'avenir de la France ? Au nom de la divine supériorité des idéaux macroniens, et sous couvert de leur bon droit, certains devront demain dénoncer, harceler, persécuter, isoler d'autres Français ! Mais comment des Français peuvent-ils ne pas ouvrir les yeux sur la réplique des rites totalitaires ? Ceux-là sont à discriminer parce qu'ils sont contre le progrès, contre le prolétariat, contre la pureté, de races douteuses, de santé fragile... Nous ne pouvons plus le reconnaître comme notre Président ni ses élus à compter d'aujourd'hui. Nous sommes en résistance contre un oppresseur d'une France occupée par des puissances hostiles qui agissent contre les Français.

Ce discours est une fracture majeure du Pacte républicain. Il vient d'introduire officiellement une République d'apartheid,

au nom d'une fausse science, dans les mêmes termes que les nazis avec la théorie des races. Et rappelons-le, une large part de la communauté scientifique de l'époque enseignait ces balivernes et les croyait, pour justifier les politiques de sélection et d'eugénisme. Nous venons d'entendre un candidat qui casse le Pacte républicain. Sa réélection acterait la fin des idéaux : liberté, égalité, fraternité. Pas libre de son consentement, plus égaux devant la loi, en aucun cas fraternels. Appelons à sa destitution.

Alors, nous avons à faire des choix cruciaux dans les semaines à venir. Nous avons à exercer une pression populaire et politique auprès de tous les élus pour qu'ils décident de la destitution d'Emmanuel Macron avant les élections présidentielles.

Demain, que direz-vous quand il va falloir dénoncer, enfermer, contraindre, marginaliser des Français au nom d'une contre-vérité scientifique absolue : l'efficacité « vaccinale » ? Enfin, en assumant ses propos, Emmanuel Macron a franchi le Rubicon de la violation des accords d'Osimo. Il assume la responsabilité de vouloir contraindre à la vaccination. Il viole le Code pénal, il viole tous nos textes sur l'inviolabilité du corps humain. Avec lui, nos corps sont violables, notre dignité humaine n'a pas d'importance. Et le piège est terrible. Les double vaccinés sont pris au piège de devoir se soumettre et de poursuivre la course folle, où demain ils seront eux aussi des parias, faute de 3<sup>e</sup> dose.

Quand j'écrivais que nous étions en présence d'une organisation sectaire, je crois que nous y sommes. La prison psychique est totale. Et la violence est à son paroxysme quand le ministre Véran accuse la députée Woiner de mentir alors qu'elle communique les décès enregistrés sur les mineurs par l'agence américaine. La furie de Véran en dit long sur leur déni. Pourtant, ils sont de facto des criminels pour avoir encouragé à une thérapie en phase d'expérimentation. Ils sont

des criminels parce qu'ils ont extorqué le consentement de millions de braves gens dont certains souffrent maintenant dans leur chair, pour toute leur vie de cette injection. Ils sont des criminels pour avoir interdit les soins et entretenu un mensonge d'État digne de la Corée du Nord concernant l'absence de thérapies alternatives déjà citées par l'Union européenne en juin 2021. Ils sont des criminels pour persécuter les enfants avec le port du masque obligatoire dès 6 ans et vouloir les vacciner alors qu'Éric Caumes, peu soupçonné de complotisme, prend position contre la vaccination des enfants, lui aussi, car elle est sans aucun fondement médical. Ils sont maintenant des criminels qui veulent contraindre chaque Français à une 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> dose sans son accord, par la dictature du passe vaccinal.

Pour terminer, adressons-nous massivement à ceux qui prêtent encore attention à ses propos de haine. Assumerez-vous de maltraiter vos voisins, vos amis, des salariés, des clients parce qu'ils exercent leur liberté sans enfreindre aucune loi de la République ? Êtes-vous sûrs de la qualité du protocole incluant une 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> dose dont vous serez de fait les cobayes, puisque Pfizer n'a mené aucune étude préalable pour sécuriser ces injections ? N'êtes-vous pas troublé par les chiffres officiels américains et la décision opposée de plus de la moitié des États de l'Union interdisant les passes sanitaires et respectant le libre consentement de tout un chacun ? Êtes-vous prêts à dénoncer des collègues ou des relations si demain l'administration vous le demandait ?

Et vous les patrons petits et grands, êtes-vous prêts à obéir à l'obligation de vous séparer des salariés en violant le secret médical, en écartant de loyaux collaborateurs au motif qu'ils sont en bonne santé, mais pas injectés ? Êtes-vous prêts à entrer dans ces manœuvres discriminatoires si des amendes vous étaient imposées ? Jusqu'où êtes-vous prêts à aller en vous regardant le lendemain dans une glace ? J'ai viré celle-là, femme élevant deux enfants, demain sans

chômage, après l'avoir vu pleurer dans mon bureau mais refusant la dictature sanitaire. Jusqu'où chaque Français est-il prêt à devenir un salaud ! Car disons-le, Emmanuel Macron qui n'est plus mon Président aujourd'hui a parlé en salaud. C'est triste pour notre pays, mais faisons attention à ne pas devenir très vite un pays de petits salopards qui diront ensuite piteux : « j'étais obligé ». Hannah Arendt disait : la banalité du mal. Macron aura été le salaud qui banalise chaque jour un peu plus la banalité de la maltraitance. Destitution ou complicité. Il faut choisir urgemment où l'ensemble de nos élus porteront la responsabilité d'une société de haine. Et la haine finit toujours dans les corps et dans le sang des innocents.

**Pierre-Antoine Pontoizeau**